

## COMMUNIQUE

### LE MEPRIS A TOUS LES NIVEAUX !

L'augmentation automatique du SMIC sans coup de pouce ne reflète pas les attentes plus que justifiées des travailleurs.

Ce mépris a des répercussions dans le privé :

- Malgré cette faible augmentation, les minima de branche sont rattrapés. Selon le ministère du travail, c'est « **126 des 179 branches professionnelles suivies afficheront au moins un niveau de rémunération inférieur au nouveau montant du SMIC** ». +de 70%,
- Dans certaines branches, ce sont plusieurs échelons qui sont rattrapés. Cela signifie qu'il n'y a plus de hiérarchie salariale, donc un mépris total des qualifications. Une perte de reconnaissance, pour bénéficier des exonérations de cotisations patronales obtenues grâce à la politique du bas salaire.
- Des négociations sont repoussées dans des branches et ou en entreprise... les employeurs suivent le mauvais exemple donné par le gouvernement.

Mépris dans le public !

L'Etat patron donne le mauvais exemple, comme le dénonce FO FONCTIONNAIRE, ce sont « 862 000 agents publics (qui) doivent désormais bénéficier d'une indemnité pour ne pas être rémunérés sous le SMIC ».

Tout ce mépris est accompagné d'une casse sociale. Encore dernièrement, le Gouvernement portait ses objectifs de dépenses militaires à 436 milliards d'euros sur la dernière période, soit 36 milliards de plus que ce qui était prévu dans la précédente programmation adoptée en 2023 et d'autres en demandent 14 milliards de plus. Des milliards dédiés à la Guerre au détriment des Services Publics et ses agents donc la République.

C'est un choix entre la barbarie et la civilisation.



L'Hôpital, l'École, et tous les autres services publics dont la Sécurité Sociale et France Travail se voient dépouillés de budgets tant attendus au seul bénéfice de la Guerre.

En plus de cela, ils installent des bureaux d'enrôlement chez France Travail et viennent endoctriner nos enfants dans les écoles.

Pour l'Union Départementale FO de l'Essonne, la situation est insupportable. Les travailleurs du public comme du privé n'en peuvent plus.

L'UD FO 91 a déjà interpellé la Préfète de l'Essonne, représentante de l'Etat, mais le courrier est resté sans réponse.

Vendredi 12 juin, l'Union Départementale FO de l'Essonne tiendra son Comité Départemental, il est certain qu'il en ressortira une expression pour ouvrir des perspectives, pour l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de travail. Il est temps de retrouver du sens pour rétablir la République Sociale.

Ça suffit on ne peut plus attendre, il faut se mobiliser.

Evry-Courcouronnes, le 05 juin 2026